

Historique

Le Comité d'action contre la traite humaine interne et internationale (CATHII) travaille depuis 2004 à contrer la traite des personnes, que ce soit à des fins d'exploitation sexuelle ou de travail forcé. Depuis sa création, ce comité, composé de communautés religieuses du Québec, a su devenir un acteur incontournable dans la lutte contre cette exploitation et cette atteinte aux droits fondamentaux.

Préoccupée par l'ampleur de cette exploitation inhumaine, en 2001, l'Union internationale des supérieures générales (UISG) invite les communautés religieuses du monde entier à s'unir pour contrer la traite des femmes et des enfants. En 2003, plusieurs congrégations féminines du Québec ont répondu à cet appel, leur premier objectif était de sensibiliser la population. Elles ont réuni plusieurs organisations : l'Institut de recherche en études féministes de l'UQAM, l'Association des aides familiales du Québec, le Regroupement provincial des Centres d'action et de lutte contre les agressions à caractère sexuel qui ont généreusement partagé leur expertise avec le Théâtre Parminou. Cette troupe a créé la pièce « Perdues dans le trafic ». Cette pièce fait le tour du Québec, puis elle a été traduite en anglais pour une tournée canadienne. Il y a eu quelques représentations aux États-Unis et en Europe.

En septembre 2004, les communautés et les groupes impliqués sont prêts à poursuivre une action commune. Ainsi naît le Comité d'action contre la traite humaine interne et internationale (CATHII). Le Comité veut travailler en solidarité pour mettre fin à la traite des humains à l'interne et à l'international, parce que les membres croient au respect de la dignité humaine et au droit de tous et toutes à une vie de qualité. À l'origine, le CATHII se compose de huit communautés religieuses, membres d'UNANIMA International. Au fil des ans, d'autres communautés religieuses pour un total de quatorze communautés, puis la Conférence religieuse canadienne, le Centre justice et foi, l'Association des religieuses pour les droits des femmes et le Réseau de répondantes diocésaines à la condition des femmes complètent le groupe. Régulièrement, des intervenants et des chercheurs participent aux rencontres du CATHII afin d'enrichir la réflexion et proposer des actions communes. Toutes les personnes autour de la table sont responsables de diffuser l'information dans leurs réseaux respectifs, tant au sein des communautés qu'elles représentent que dans les milieux où elles sont impliquées.

Sur la scène internationale, le CATHII travaille en collaboration avec des organisations qui œuvrent sur la scène internationale, dont deux d'entre elles ayant un statut consultatif au Conseil économique et social de l'ONU. D'abord avec UNANIMA International grâce à la participation des congrégations

religieuses qui sont à la fois membres du CATHII et d'UNANIMA International. Puis en lien avec la famille franciscaine, le CATHII collabore avec Franciscans International. Cette ONG siège tant à New York qu'à Genève et à Bangkok.

Actions

Les actions du CATHII se déploient en trois volets : la recherche sur la réalité de la traite et sur les lois canadiennes et internationales en lien avec la traite et la création de guides sur les lois, le lobbying ainsi qu'une recherche sur les clients de la prostitution. Puis, l'éducation occupe une place importante par la création de sessions de formation offertes en vue de l'action. Des sessions de sensibilisation et de lobbying ont été données à travers le Québec. Enfin, un travail concret pour soutenir les besoins des victimes dont entre autres l'hébergement et l'accompagnement.

Le CATHII est reconnu par le milieu pour la richesse de ses interventions et le sérieux de ces actions. Il a été consulté par les membres de comités gouvernementaux sur différents projets de loi ou programmes. Les membres interpellent les élus de tous les paliers politiques lorsque des enjeux sont susceptibles d'avoir une incidence sur les victimes de la traite.

Le CATHII a fait avancer la réflexion et l'action par la rédaction et la diffusion de documents et trousseaux sur les enjeux de traite humaine et il a organisé des campagnes de sensibilisation (cartes postales, pétitions, lettres, représentations). Pour mieux comprendre les enjeux, les membres ont fait alliance avec les principaux acteurs des milieux communautaires, gouvernementaux, universitaires... De plus, il a organisé des journées d'étude sur les tenants et les aboutissants de la traite. Ces rencontres ont réuni des responsables d'ONG et du gouvernement. Il a aussi participé activement à la campagne d'UNANIMA International « Arrêtez la demande de la traite des femmes et des enfants », entre autres en organisant le lancement de la campagne pour le Québec.

La compréhension de la traite de personnes au Canada a évolué au cours des dernières années et plusieurs organismes font le constat qu'il y a un manque de ressources pour venir en aide aux victimes et qu'il est nécessaire d'agir de façon concertée. Ce constat avait déjà été exprimé lors de la journée d'étude que le CATHII a organisée en 2006. Constat réitéré lors de la rencontre consultative avec les membres du Comité interministériel sur la traite des femmes immigrantes du Québec de 2007, puis lors des journées d'études Intervenir face à la traite que le CATHII a aussi organisé en 2013.

Au fil des années, les membres du CATHII ont rencontré des responsables de

services d'accueil et d'accompagnement des victimes de la traite de différents pays : Italie, Belgique, Royaume-Uni, États-Unis et Brésil. Ces rencontres ont permis de mesurer la nécessité d'avoir une approche spécifique pour les victimes de la traite humaine et l'importance d'agir de façon concertée. Ces centres font d'ailleurs partie de coalitions nationales qui permettent d'assurer une réponse adéquate aux besoins des victimes de la traite humaine.

C'est dans cet esprit que le CATHII a initié la mise en place de la Coalition québécoise contre la traite des personnes. Cette initiative vise à favoriser une meilleure réponse aux besoins spécifiques des victimes de la traite. La Coalition regroupe près de 40 organismes publics, parapublics et communautaires qui sont directement concernés par l'enjeu de la traite au Québec.

Les nombreux dossiers suscitent l'engagement constant des membres du CATHII, chacun et chacune à sa mesure tente de venir en aide aux victimes, faire le suivi des lois et des politiques portant sur la traite et développer des alliances avec les autres communautés et organisations pour contrer cette violence et cette atteinte aux droits des personnes. Un défi que les membres du CATHII se sont engagés à relever.